

Dénomination
Adresse complète

cp ville
Tel :

REQUETE AUX FINS DE DESIGNATION D'UN CONTROLEUR

Le soussigné « (Personne Physique : Monsieur ou Madame...) » «(Personne Morale dénomination de la personne morale immatriculée au RCS sous le numéro Siren...)» « prise en la personne de son représentant légal Monsieur ou Madame...) »

Ci-après le requérant,

A L'HONNEUR DE VOUS EXPOSER

Que par jugement en date du « date du jugement », le tribunal de commerce de a ouvert une procédure de « redressement ou liquidation » judiciaire à l'encontre de « nom du débiteur » vous désignant juge-commissaire et nommant Maître « » représentant des créancier (ou liquidateur, si la liquidation judiciaire a été prononcée),

Que le requérant a régulièrement déclaré sa créance le « date de la créance » entre les mains de Maître « nom du représentant ou liquidateur »

Pour un montant de « somme » € à titre chirographaire

OU

Pour un montant de « somme » € à titre privilégié

OU

Pour un montant de « somme » € à titre chirographaire et pour un montant de « somme » € à titre privilégié

Qu'il n'est ni parent ni allié du chef d'entreprise ou des dirigeants de la personne morale,

Qu'il sollicite sa nomination en qualité de contrôleur.

Que cette demande est justifiée.

En effet :

motifs de la demande de désignation : importance de la créance, intérêt à la solution de la procédure collective...

Que l'article L. 621-13 alinéa 1er du Code de Commerce prévoit que le juge-commissaire désigne de un à cinq contrôleurs parmi les créanciers qui lui en font la demande.

(A compléter uniquement dans le cas d'une personne morale)

Qu'il est prévu par l'article L. 621-13 du Code de Commerce précité que le contrôleur peut se faire représenter dans l'exercice de ses fonctions par l'un de ses préposés,

Que le requérant désigne M. ou Mme « nom du préposé » à cet effet,

C'EST POURQUOI

L'exposant requiert qu'il vous plaise, M(me) le juge-commissaire, de désigner en application de l'article susvisé M. ou Mme « rappel des informations du soussigné »

En qualité de contrôleur (avec faculté de se faire représenter par l'un de ses préposés)

Fait à, le 22 décembre 2016.
Nom et signature du requérant